

Burundi : La problématique des déplacements visiblement instrumentalisés

Arrib News, 20/11/2012 Burundi-Déplacements : Graves séquelles d'une réconciliation inachevée. Par Salvator Sunzu, Journaliste Ruhororo, en province de Ngozi à l'occasion de violents affrontements entre déplacements tutsi et la population hutue de la localité. Si les premiers ont préféré rester dans les sites de déplacements durant et après la longue crise sociopolitique, la dernière, à qui avait fui dans les marais, a regagné ses terres depuis la fin de celle-ci. Les affrontements à Ruhororo ont eu lieu dans la matinée du 4 au 5 novembre 2012. Les dégâts ont été assez importants, semble-t-il. Chacun des médias ayant traité dans l'affaire a donné ses propres bilans. Chacun y a mis sa propre sauce et l'auteur du lecteur s'est perdu. A telle enseigne que peu savent ce qui est réellement passé. Aucun mort heureusement, les dégâts sont importants : maisons et champs détruits, personnes blessées. Les violences ont en tout cas montré que le fossé entre les deux communautés (pour ne pas parler d'ethnie, terme ethimologiquement incorrect dans le contexte burundais) est grand. Les positionnements des points radicalement opposés, la manière dont les médias et les hommes politiques se sont saisis du cas montrent suffisamment la gravité de la situation.

Un véritable défi est lancé au gestionnaire public. Il ne suffit pas de cueillir les fruits du présent et de l'avenir, il faut arrêter les ratés de notre histoire. Dans tous les cas, tout doit être fait pour que justice soit faite, avec pleine implication des personnes concernées, à savoir les Hutus vivant dans leurs collines et les Tutsis vivant dans des sites de déplacements. Si l'élite politique a pu se réconcilier, à travers l'Accord Arusha, les populations de nos milles et unes collines ont laissé pour compte, dans ces sursauts, malheureusement inspirés et entretenus par des signataires du même accord. Bref rappel historique. La terre est devenue un bien rare ici chez-nous. L'explosion démographique que l'on a connu mal à stopper fait monter chaque jour les enchères et les surenchères. Juste un petit rappel du passé récent : juin 1993, les Burundais sont appelés à des urnes historiques qui donne une victoire tout aussi historique à une communauté longtemps dépourvue du pouvoir : les Hutus. Les élections mettent fin à un apartheid qui n'a jamais caché son nom. Le président Ndadaye, candidat du bas peuple est élu par ce même peuple longtemps humilié par des pouvoirs dictatoriaux Tutsi. Il est tué dans moins de quatre mois plus tard par l'armée dominée par les tutsi. Dans la foulée, paysans hutu tutsi s'entre-tuent dedans. Sans aucune propagande, ou comparaison d'un quelconque génocide sur lequel aucun tels graves incidents étaient prévisibles. Les tombeurs de Ndadaye le savaient, mais avaient délibérément opté pour sacrifier ces petits paysans, Hutus et Tutsis. Venus à la rescousse de ceux qu'ils prétendaient être les leurs, les militaires tutsi installent les paysans Tutsis sur les artères routières pour mieux les sécuriser. Ils s'en servent par la suite pour aller faire des razzias dans les collines, tuant, pillant et brûlant tout dans les collines. Les paysans Hutus se cachent alors dans les marais pendant toute la crise, alors que les Tutsis s'installent dans ces sites, devenant du coup des déplacements. Après la crise, les paysans Hutus regagnent leur terre. Les Tutsis refusent de retourner chez eux sous prétexte qu'ils seraient tués par les Hutus. Le problème est qu'ils ont été installés sur des terres des autres, sur des terres des individus comme eux, amoureux de la terre comme eux. Aujourd'hui, l'accès des Tutsis à leur ancienne terre ne leur est pas interdite. Au contraire, ils les exploiteraient ouvertement pendant la journée, et rares sont les cas où ils ont été agrégés. Aujourd'hui, c'est la réclamation et la problématique de restitution de ces terres qui pose problème au lieu de résoudre la question, différents protagonistes se positionnent en fonction de leur ethnie, de leurs intérêts et pas ceux des déplacements et de leurs voisins, mais de leurs calculs. Car il faut prendre conscience d'une chose : il y a des gens ou groupes de gens qui ne se sont toujours nourris et enrichis que lors des crises. Ils ont donc intérêt à ce que les crises soient permanentes. Ce sont ces mêmes personnes ou groupes qui agissent, surtout aujourd'hui où il y a possibilité que le Burundi soit happé par les vides subsistant dans les deux Kivu. Des enjeux de loin plus importants derrière les coups d'humeurs ethniques. Les déplacements ont droit d'avoir peur. De l'exprimer et chercher à ce que les pouvoirs publics leur redonnent confiance, les rassurent. Mais ils n'ont pas le droit de rester sur les terres des autres. Un dialogue avec les pouvoirs publics est nécessaire, ne fût-ce que pour une meilleure compréhension de la véritable nature de ces peurs pour que la question soit vidée. Soit les pouvoirs publics les installent sur leurs terres dominiales, soient ils encouragent à regagner leur terre. La sécurité serait alors le gage qu'ils leur garantiraient, gage par ailleurs nécessaire, aussi bien dans les sites de déplacements, dans les terres dominiales que dans les leurs propres. Mais le premier non-dit dans tout cela est que les regroupements et les artères routières sont devenus un enjeu économique important. De petits paysans ayant longtemps vécu isolés, chacun dans son propre enclos, de l'agriculture et de l'élevage, ont découvert un autre style de vie. La vie en village, avec des échanges économiques et sociaux importantes. Les sites les ont en fait mieux socialisés. De plus, les artères routières créent généralement des opportunités de petits commerces. Les terrains bordant les axes routiers sont donc devenus un enjeu économique important. Surtout en ces périodes de mutations, de circulation de marchandises et de bien, les paysans naguères enfermés dans leurs collines découvrent de plus en plus les centres et les activités qui s'y déroulent. Au hasard des circonstances, l'une ou l'autre parenté de Bujumbura peut aussi passer et facilement lancer à un bonjour et/ou à jeter facilement un sac de haricot. L'un des enjeux se cachant derrière cette dichotomie déplacements tutsi- hutu des collines est donc économique. La peur peut aussi expliquer la réticence de ces déplacements à regagner, mais il est à craindre qu'elle ne soit qu'un prétexte. Plus les déplacements n'ont pas été que des victimes. Certains ont été particulièrement entreprenants dans les masses Hutus lors de la chasse à l'homme des années 1994-95-96. Ils ont préféré rester dans les camps de déplacements encouragés par ceux-là même qui leur fournissaient renforts, armes et munitions, pour aller pourchasser les populations hutues dans leurs collines. Qui a oublié cette vérité en l'espace de si peu de temps ? Le croisement des regards des gens qui se sont entre-tués est normalement difficile. Dans une situation de tel inconfort, une certaine classe politique s'emploie-t-elle à transformer certains (et je dis bien certains à bon escient) anciens bourreaux en victimes. Rappelez-vous, en vue de la décapitation annoncée du président Ndadaye, il y a eu des feux de brousses pour donner du Burundi l'image d'un pays qui brûle ("igihugu gisha" des putschistes au lieu d'"igihugu gishasha" de Ndadaye), des accusations de sorcelleries de Muyinga pour donner l'image d'un pays dirigé par des sauvages, des profanations des tombes à

Nyabaranda pour frapper les esprits de ceux qui doutaient de lâ€™incapacité de lâ€™quipe Ndadaye   diriger le pays. Toi pour lâ€™gitimer un coup d tat. Lâ€™incapacité   gouverner a servi de justificatif pour préparer les esprits   un putch. Lâ€™incapacité a servi de justificatif pour poursuivre le putsch ou au moins forcer la main du gouvernement Ntaryamira et Ntibantunganya et entrer dans les négociations de Kigobe et Kajaga, les droits des minorités a servi de justificatif pour les Tutsis le leitmotiv des accord d Arusha. Aujourd hui, il ne fait pas lâ€™ombre d un doute que les droits des déplacés, de la question foncière nées avec le retour des réfugiés et où les spoliateurs refusent, avec arguments   lâ€™appui, de restituer les biens volés, sont le point de départ d une brise qui a soufflé   Ruhororo faisant des d gats matériels et humains. On peut aussi s agir de prémisses d un ouragan soufflant des deux Kivu vers le territoire burundais, ouragan qui promet d tre dangereux. Tous les acteurs se positionneraient alors conséquemment. Les pouvoirs publics gravement interpellés. Cette problématique des déplacés est très visiblement instrumentalisée. Les médias la mettent   la Une et nous lâ€™imposent détriment des questions beaucoup plus importantes. Ce qui est inquiétant c est que des gens sont instrumentalisés par des groupes ayant des positions extrêmes. Ils sont de ce fait devenus des otages. Le gouvernement   le devoir de les libérer de ces extrêmes. Ces déplacés sont des Tutsis. Ils sont instrumentalisés par des Tutsis. Pour quelle fin ? difficile d voir clair. Les Hutus seraient aussi instrumentalisés. Mais pour quelle fin ? Pour remettre les terres aux propriétaires ? Si tel est lâ€™objectif, on ne peut que les en féliciter. Reste   trouver une manière plus écologique de le faire. Les Tutsis comme les Hutus, tous bords politiques confondus, ceux qui sont au Gouvernement comme ceux qui n y sont pas, devraient travailler main dans la main pour une solution juste, rassurante pour les deux communautés et pour toujours. Et cette solution passe par des campagnes muscl es de pacification et de réconciliation des Hutus et des Tutsis des collines. Les politiciens Hutus et Tutsis ont négocié, se sont partagés la manne, mais n ont jamais pensé   pacifier les campagnes. C est le moment de le faire. Ceux qui les maintiennent dans une psychose de la peur permanente ne leur rendent pas service. Les tueurs impénitents Tutsis "sans echecs" ont été reint gr s sans problèmes dans la société. Certains sont même devenus des "bakizwa", même si il n y a aucune assurance qu ils aient été effectués "sauvés". En bons justiciers, accordons leur le bénéfice du doute. Bwiza, Nyakabiga, Kamenge, Cibitoke, Musaga, Kanyosha, hier balkanis s, sont devenus aujourd hui fr quantables et habitables par les deux communautés, Hutu et Tutsi. Aux victimes de 1972 parvenues   survivre dans les terres inhospitalières de Tanzanie et   revenir, il est demandé de non seulement regagner leur terre, mais de vivre aux côtés de leurs bourreaux ou de leurs ayant-droit et, suprême supplice, de partager leur propre terrain avec ceux qui les ont spoliés. Aux déplacés, on ne leur propose que de regagner leur terre, restées intactes. Intéressant tout de même est de savoir pourquoi la question fait débat aujourd hui après d ann es, et se pose avec une telle acuité aujourd hui. Des hypothèses sont   scruter   Je ne me contenterai que de région, hap e par le vide des deux Kivu, nous invite au tourbillon. Il est donc question de mobiliser les troupes. Comme durant la crise au Burundi, les investigateurs du putsch ont mobilisés toutes leurs ressources potentielles   : sans échecs habilement préparés dès le début des années 1990, déplacés victimes de massacres consécutives au coup im d une armée devenue folle et débile, le même phénomène s observe aujourd hui. Sauf que ce ne sont plus les mêmes acteurs. C est ce qui expliquerait cette mobilisation et ces tensions observées   Ruhororo ces derniers jours et qui, en lâ€™espace d une semaine, ont déjà atteint Mutaho, comme une traînée de fumée. Les récents renvois de réfugiés Burundais du Rwanda et de Tanzanie, alors que Bujumbura accueille si généreusement des Banyamulenge et des Barundi congolais en lâ€™absence d une quelconque guerre au Sud du Kivu porte en tout cas   réfléchir. Lâ€™un pour stopper cette entreprise de destabilisation est de raffermir les esprits des Burundais, de les engager dans un processus de réconciliation   des niveaux collinaires, lequel processus serait alors complémentaire   celui d Arusha où n y a eu finalement qu une réconciliation durant le bref partage au lieu d un partage pour une durable réconciliation. Le processus de réconciliation du sommet, même de façade, n a pas atteint la base. Elle s est arrêtée sur les portes de ceux qui convoitent des postes. Il faudrait donc tout faire pour extraire les victimes des griffes des radicaux qui, finalement, violent leur conscience en les poussant   des violences. Ceci dit, le silence des organisations de la société civile, habituellement si prompte   agir et réagir, sur des questions aussi civiles, fait tiquer. Il fait penser   une forme d incivilit  de leur part. Oui   ! on pêche par action, mais aussi par omission   ! Pardon si lâ€™inattention fut de ma part. Scandaleux en tout cas est le fait que des malfaiteurs détruisent des maisons, des champs sans qu aucune poursuite ne soit opérée. Impunité quand tu nous tiens   !